



Communiqué de presse

Open data sur les images des musées et monuments Non au pillage de notre patrimoine par Google

Paris, le 16 octobre 2019

L'open data des photographies des œuvres des musées et monuments c'est ouvrir l'accès et l'usage gratuit aux fonds photographiques patrimoniaux, c'est surtout ouvrir l'usage gratuit aux images pour toutes les utilisations commerciales et sur toute la planète.

Sous le faux prétexte d'ouvrir à tous la liberté d'accès aux images, c'est en fait un pillage organisé des images de notre patrimoine pour des usages purement privés et commerciaux qui va se mettre en place.

Depuis de longues années un très fort lobbying de Google est exercé partout dans le monde pour ouvrir l'accès commercial gratuit aux photographies des œuvres des musées et monuments.

C'est un enjeu commercial majeur pour Google et les GAFA qui dans tous les domaines de la création cherchent à se débarrasser des obstacles légaux pour mieux pouvoir contrôler la diffusion des contenus et pour toujours développer leurs profits.

Google a ciblé la France comme le maillon faible et décisif pour faire basculer les images des musées du monde dans la dérégulation totale.

Le passage des musées français sous tutelle du ministère de la culture à l'open data des photos entraînerait une vague de fond internationale, alors même que les musées allemands, anglais et italiens ont tous refusé cette ouverture des usages gratuits pour des utilisations commerciales.

Or nous avons appris que le Service des Musées de France du ministère de la Culture conduit depuis plusieurs mois une très discrète mission pour mettre en place l'open data des photographies des œuvres des musées et des monuments détenus par le ministère et ses établissements.

Une étude à plus de 150 000 euros a été commandée par le Service des Musées de France en toute opacité à un cabinet conseil américain pour soutenir cette tentative de bradage de notre patrimoine commun.

Le lobbying de Google est ainsi relayé au sein même du ministère de la Culture pour pousser à l'ouverture gratuite à des fins commerciales des fonds d'images publics et au bénéfice de Google, des GAFA et des utilisateurs commerciaux privés.

L'agence photo de la Réunion des Musées Nationaux-Grand PALAIS et ses soixante salariés est aux premières loges. Sa mission de couverture photo est en grande partie financée par la cession payante des droits commerciaux d'usage. Son équilibre économique est directement menacé par l'Open data. C'est sa disparition, celle de ses missions et de ses emplois qui est programmée.

Et demain, c'est tout le secteur de la photographie qui sera la victime de cette libéralisation sauvage pour le profit unique des multinationales du numérique.

La Cgt s'oppose au pillage de notre patrimoine ; les profits privés issus de l'exploitation des images des fonds photographiques des musées et monuments ne doivent pas bénéficier de la gratuité.

La Cgt demande l'abandon immédiat de ce projet d'open data qui offre la gratuité d'usage des images à des fins commerciales privées.

Le ministre de la Culture dit faire de la souveraineté culturelle sa priorité. Alors que cela fait un an jour pour jour que Franck Riester est arrivé rue de Valois, notre organisation lui demande de poursuivre son combat pour protéger le modèle économique de l'agence photo de la RMN-GP et ainsi ses missions et ses emplois.

Contact Cgt-Culture : 01 40 15 51 70